



RÉFLEXES DU PASSANT

La semaine de la bonté

A l'occasion de la semaine de bonté diverses manifestations empreintes du plus pur esprit de charité égalitaire et patriotique se sont déroulées à Paris. Notons d'abord un discours de M. Pinau conçu et mis au point à l'intention des économiquement faibles dont nous extrayons le passage suivant : « Nous connaissons vos soucis, vos difficultés matérielles, actuellement aggravées par l'augmentation du prix du charbon de bois indispensable à votre dernier sommeil. Mais, et vous ne l'ignorez pas, de lourdes charges nous accablent en Indochine — où quelques centaines de milliers de Viet ont été occis par nos soins — en Corée où la encore, aux côtés de nos valeureux alliés nous en avons fait autant avec plus d'un million de communistes. Vous pouvez donc mourir en paix, la France est plus belle et plus grande que jamais.

Une famille expulsée (conformément à la loi républicaine) a été immédiatement pris en charge par une bouche de métro.

Dans les quartiers élégants de Passy

et d'Auteuil, des âmes bien nées ont organisé un concours de triotage au bénéfice des combattants sud-coréens. Un fabricant de crèmes glacées a mis au point un esquimau qui ne fond pas. Le gouvernement, afin de rafraîchir la guerre des piastres lui en a passé commande pour plusieurs centaines de millions.

Sur plainte d'un curé, un énergumène qui prêchait en pleine rue l'égalité économique a été immédiatement mis en état d'arrestation.

Quatre mille enfants de Marie ont visité l'ossuaire de Douaumont. Un héros d'Indochine, titulaire de 79 décorations et spécialiste de la décollation au coupe-choux a été reçu en grande pompe à l'Académie des sciences morales et politiques.

« Le Figaro » a publié dans un numéro spécial et sans le moindre esprit mercantile (à peine 86 placards publicitaires) vantant les mérites respectifs du caviar, des briquets en or massif, des parfums de grand luxe...

Enfin le gouvernement voulant à tout prix faire un geste en faveur des classes laborieuses a décidé une diminution d'un franc sur le prix de la flûte de pain (format standard).

OLIVE.

BATAILLE DE L'ENSEIGNEMENT

Il semble que beaucoup d'instituteurs et de normaliens s'apprennent à agir vigoureusement contre le projet « de réforme administrative ». C'est une bonne chose ! Ce projet doit retenir toute notre attention et la lutte qui s'engage doit être victorieuse.

Voici quelques passages des textes de Guy Petit :

Article 3 (a). — Le préfet, délégué du Gouvernement, est le représentant de chacun des ministres dans le département. Il assure, sous l'autorité des ministres compétents, la direction générale de l'activité des fonctionnaires de l'Etat.

Article 3 (b). — Le préfet peut, en cas de faute grave, prononcer dans les conditions prévues par l'article 80 de la loi du 19 octobre 1946, la suspension de tout fonctionnaire et agent de l'Etat en service dans sa circonscription.

On peut facilement inventer « une faute grave » lorsqu'on a l'intention de supprimer quelqu'un. Le procédé est fort à la mode en ce moment, tant à l'Orient qu'à l'Occident.

On peut d'autant mieux inventer « une faute grave » que les syndicats seront muselés. N'oublions pas que, parallèlement à ce projet de Petit, le projet de Marie (statut du personnel) diminue considérablement l'importance de la commission administrative paritaire en lui donnant le droit « d'émet-

Face aux menaces du Gouvernement les enseignants s'apprennent à agir

tre des avis » et non de pouvoir « décider et juger ». On pouvait déjà s'élever contre cette commission bureaucratique qui n'accomplissait pas toujours un travail bien efficace, mais elle était tout de même un soupçon de garantie. Si le projet est voté, elle n'aura plus rien à dire et n'aura plus de raison d'être. Le syndicalisme alors se décidera-t-il à quitter les voies de la « légalité » qui ont encore l'air d'être à l'ordre du jour chez nos responsables ?

Article 3 (g). — Toute décision du préfet, soumise à l'approbation d'une autorité supérieure, devient exécutoire si dans le délai d'un mois à compter du jour où la notification lui en a été adressée, cette autorité n'a formulé aucune observation.

Article 3 (h). — Les organismes de toute nature dépendant de l'Etat, du département ou des communes, sont tenus de fournir au préfet, sur sa demande, les renseignements utiles à son information.

On essaie de monter en France une vaste entreprise de mouchardage, une « chasse aux sorcières » qui déclenche une psychose de peur et qui paralysera tout désir d'action révolutionnaire contre la guerre et pour une société meilleure.

Bientôt, n'en doutons pas, nous aurons chez nous, à l'image des U.S.A. ou de la Tchécoslovaquie, un procès

d'espionnage à grand spectacle. On verra alors des espions partout et ces espions seront les responsables du marasme actuel. Ce sera une propagande en or pour la préparation à la guerre !

*

Les instituteurs syndicalistes réagissent. Les articles qui traitent de cette question abondent dans L'Ecole Libératrice et dans les bulletins des sections. Toutefois, il semble que les responsables du S.N.I. ne veulent pas considérer le problème sur le plan pédagogique. Ils n'ont pas l'air de se rendre compte des conséquences désastreuses que peuvent avoir de telles formes sur l'enseignement qu'on donne dans nos classes. Nous trouvons, par exemple, ce passage, dans l'édition du bulletin de S.-et-O. :

« Qu'on nous entende bien. Pour les universitaires, la neutralité dans l'enseignement est la règle majeure. Quelconque s'en écarterait serait fautive, et les pouvoirs publics sont armés pour sanctionner les fautes. Mais hors de l'école, en dehors des heures d'enseignement, tout maître est un citoyen majeur jouissant des mêmes droits que tout citoyen, y compris celui d'adhérer à un parti politique QUI N'EST PAS INTERDIT. »

On s'obstine ainsi à faire de l'instituteur un caméléon qui par mimétisme prend la couleur du milieu où il vit. Attention ! Vous pouvez être un révolutionnaire, mais seulement après quatre heures !

La « neutralité » est de plus en plus un vain mot. Qui est neutre dans le monde actuel ? Qui est neutre, quand de tous côtés on demande aux peuples de se préparer à faire la guerre ? Qui est neutre quand la haine et la peur deviennent des règles de vie ?

Notre gouvernement respecte-t-il la neutralité de la Tunisie, du Maroc et de l'Indochine ? Peut-on, sous prétexte de neutralité, répandre dans nos classes des idées colonialistes qu'on trouve dans tous les manuels ? Peut-on apprendre aux élèves tous les mensonges officiels de l'histoire de France ? Peut-on, en toute bonne foi, imprégner ces « cerveaux enténébrés » des vieilles conceptions morales bour-

geoises fondées sur l'intérêt et la toute-puissance de l'argent ?

La « neutralité » est dangereuse, car si l'on prend le mot dans son sens strict, on ne fait plus rien du tout et on forme des cerveaux mous alors qu'on a, plus que jamais, besoin d'hommes véritables pour sauver le monde de la barbarie.

Il est vrai qu'on ne peut plus prononcer le mot « Paix » nulle part sans risquer de passer pour un stalinien ! Est-ce notre faute ?

Est-ce une raison pour ne pas faire une propagande en faveur de la Paix dans nos classes ?

Demain, il ne faudra pas parler de « Paix » à nos élèves, car la Paix ce n'est pas la neutralité et alors « les Pouvoirs publics seront alors pour sanctionner la faute »...

Michel MALLA.

Marty-Tillon

(Suite de la première page)

« théories » de représentant de commerce. Voilà :

Nous avons déjà une dizaine d'exemples de cellules où on a bousculé la routine, où le secrétaire, le trésorier, aidés d'instructeurs politiques ont préparé la reprise des cartes à domicile. Grâce à cette méthode, tous les adhérents de ces cellules ont déjà en poche la carte 1953 et ils ont été invités à venir à la réunion de fin d'année, au vin d'honneur, avec leurs familles et avec au moins un sympathisant susceptible d'adhérer au Parti.

Ainsi donc, pour la reprise des cartes, les secrétaires des comités de section qui auront obtenu un résultat d'ensemble pour toutes leurs cellules grâce à leur direction politique, devront nous le faire connaître le plus rapidement possible. Nous irons ensuite discuter avec eux de leur expérience de travail et à chacun des membres du comité de section il sera remis en récompense les dix premiers volumes des Œuvres de Maurice Thorez.

Dans les sections où, en plus des adhérents de 1952, des camarades nouveaux auront été faits, aux Œuvres de Maurice Thorez sera ajouté le premier tome des Œuvres de Staline, actuellement à l'impression.

Après cela, il n'y a rien à ajouter.

NOEL 1952, NOEL DES RICHES Noël sans trêve à la misère, à la guerre

Le Noël de Marie-Claude Le Léap

Le rôle d'un syndicat révolutionnaire doit être d'éduquer et de coordonner l'action des masses ouvrières. Ceci pour préparer et amener le Socialisme en rendant effective la prise de conscience ouvrière et simultanément en sapant le capitalisme.

Au cours de la lutte, Alain Le Léap a été emprisonné. Il passera les fêtes en prison.

Sa fillelette passera les fêtes tristement, dans la famille démembrée par les policiers.

Pour adoucir le Noël de Marie-Claude, la C. G. T. a organisé une collecte (centre syndical du 13^e, 163, boulevard de l'Hôpital).

Et personne n'a crié : « Casse-cou ». Si, plus que quiconque, nous croyons et nous faisons appel à la solidarité ouvrière, ce n'est jamais que pour, des problèmes essentiels.

Une collecte pour assurer la subsistance de la famille Le Léap, bravo ! C'est d'ailleurs une pratique courante en temps de grève, en période troublée.

Que quelques camarades de Le Léap organisent le Noël de Marie-Claude, c'est bien.

Que spontanément des dons soient envoyés à la C. G. T. dans ce but, c'est parfait.

Mais qu'un syndicat dit révolutionnaire organise une collecte pour cela, c'est un non-sens.

Combien de syndiqués, pères de famille, sont passés bien vite et le cœur gros devant les vitrines illuminées et pleines de jouets trop chers ?

Pour combien de petites Marie-Claude Noël sera-t-il un jour plus triste encore qu'un jour ordinaire ?

Pour combien de petites Marie-Claude faudrait-il faire une collecte ? La C. G. T. n'a pas le droit d'employer de tels arguments.

Ceux-ci doivent être laissés à « Paris-Match » qui, lui, ne peut que toucher la corde sensible de ses lecteurs, et qui leur montre donc Franco ou Auriol, en famille, à l'église, à la chasse.

La C. G. T. ne devrait faire appel qu'à des sentiments véritablement révolutionnaires.

Est-ce le cas pour cette collecte ? Peut-on y trouver un seul trait d'ordre éducatif, révolutionnaire ou même utilitaire ?

On peut s'étonner d'une telle colère

La Croix-Rouge, organisme de guerre

L'INSTITUTION de la Croix-Rouge internationale comme celle du catholicisme est aux yeux de beaucoup de gens le plus pur symbole de la bonté, de la charité et de la générosité.

L'un et l'autre ne semble s'être donné pour tâche, non pas de remédier bien sûr, mais d'atténuer, de réparer en quelque sorte, les maux que la brutalité et l'injustice de certains de leurs semblables ont provoqués.

Témoin ce communiqué pris au Figaro : « Il résulte de lettres rendues publiques aujourd'hui par le Comité international de la Croix-Rouge qu'à la suite des émeutes de camps de prisonniers de l'île de Koje et de leur répression sanglante, le commandement des forces des Nations Unies en Corée s'est vu taxé par le Comité de violation des conventions de Genève sur les prisonniers de guerre en ouvrant le feu sur eux ».

Quoi de plus ridicule que cette protestation, qui a d'ailleurs eu sa réponse de Clark, général. Que signifie-t-elle, je vous le demande ?

Comme s'il n'y avait pas pour ces âmes sensibles un égal motif de protestation dans tous les actes de guerre. Protestent-ils lorsqu'un belligérant profitant de sa supériorité aérienne ou d'artillerie pilonne et rase jusqu'au dernier ceux du camp adverse, ceci pour n'avoir plus qu'à avancer sans autres risques ?

Où apparaît la dangereuse naïveté ou la duplicité des dirigeants de la Croix-Rouge internationale comme celle de l'Eglise c'est lorsque se trouvant dans une période critique à choisir entre la destruction ou la défense des causes des maux pour lesquels ils œuvrent, ils se rangent toujours du côté de la défense des responsables.

Ils reconnaissent et clament que le mal est de beaucoup plus grand que le remède, mais si d'aventure les habituelles victimes tentent de remonter vers la source de leur misère ils trouvent toujours en travers de leur chemin, parmi leurs ennemis les plus acharnés, ceux qui semblaient hier compatriotes à leurs maux.

Le clergé prétend vouloir secourir les pauvres mais lorsque ces pauvres prenant conscience cherchent à s'affranchir de cette « charité » en luttant

pour un fait qui, s'il semble maladroit, n'apparaît pas tout aussitôt comme bien grave.

C'est que rien n'est bête de ce qui touche les ouvriers, les syndicats et la Révolution Sociale.

Un ordre de grève lancé prématurément, ou à tort, et conduisant à un échec, doit être considéré comme un crime.

Détourner l'attention du prolétariat des problèmes essentiels est toujours chose très grave, et surtout en période troublée.

Au reste, le plus beau Noël que l'on puisse offrir à Marie-Claude n'est-il pas de rendre son père au monde des hommes libres ?

C'est pour cela qu'il faut s'organiser. C'est contre la répression qu'il faut lutter avant tout.

Luttes d'abord pour la liberté. Les joujoux viendront plus tard.

B. J.

Leur semaine de Bonté!

Le Journal officiel du 16 décembre publie un décret fixant la rémunération des maréchaux de France. Cette rémunération comprendra un traitement, non soumis à retenue pour pension, égal à celui des fonctionnaires et magistrats classés « hors échelle, groupe A » (catégorie des ambassadeurs de France, des préfets de la Seine et de police, etc.), et une « dotation personnelle » pour frais de représentation, fixée, quelle que soit la situation, au taux annuel de 600.000 francs.

Les maréchaux de France ont droit aux indemnités accessoires de solde acquises aux officiers généraux en activité de service. S'ils sont pourvus d'un commandement leur indemnité de frais de représentation se cumule avec leur « dotation personnelle ».

Journées Nationales, Semaines de Bonté...

DECEMBRE, nous vivons des semaines bénies... Oui, oui, chers concitoyens, nous sortons de la semaine de Bonté pour entrer dans celle de Noël. N'est-il pas merveilleux de se sentir tour à tour bon, humble et prodigue en cadeaux ? Certes, des esprits chagrins nous feront remarquer que pendant ce temps-là on s'égare en Corée, en Indochine, en Afrique du Nord, d'accord ! Mais en France, on a été « bons » pendant une semaine, à l'heure

que deviendraient les vieux, si notre gouvernement, dans sa magnanimité, n'avait prévu UNE « Journée Nationale » exclusivement réservée à ces veinards ? Enfin, et c'est là notre sujet, que deviendraient les gosses, s'il n'y avait pas de fête de Noël, cette fête où une fois par an, les « grands » pensent à eux et élèvent une barrière de sapins sur le monde ?

Evidemment, devant ces arguments-massues nous ne pouvons répondre, si, un seul reproche : « Votre bonté, votre entraide, votre amour, y en a pas lourd dans une année, dans une vie ! » C'est tout.

Ainsi donc, en cette période de Noël c'est au tour des enfants d'être « choyés » et les hommes oublient pendant une semaine leurs sales histoires, ils oublient même certaines images : les petits Tunisiens de Tazerka passés au fil de la baïonnette, un beau soir de ratisage, par (peut-être) d'honorables pères de famille « français », et cette séquence de certaines actualités d'une certaine année, qui nous poursuivra longtemps, où l'on voyait des petits Chinois égyptés ou brûlés (les deux vraisemblablement) proprement, si l'on ose dire, mis en tas par de grandes personnes, soldats de leur état, image atroce sur laquelle un speaker enchal-

« H », obligatoirement, administrativement et sachez-le, hommes du monde entier, sept jours, c'est long !

Et dire qu'il y a des anticomunistes, des révolutionnaires en somme, pour ne pas aimer les traditions, alors que sans celles-ci la société vivrait en pleine « anarchie », comme dirait « France-soir ». Qui penserait, par exemple, aux morts, s'il n'y avait la Toussaint, jour où tout être sensible et comme il faut doit se sentir subitement triste et recueilli jusqu'au 1^{er} novembre à minuit ?

couleurs. Ce qui permet à M. Doniol-Valcroze (de l'« Observateur ») de s'exclamer dans « France-Dimanche » sur la condition de l'enfant en U.R.S.S., où il vient de passer trois semaines : « Les enfants sont les rois du pays. S'il y a une classe privilégiée, c'est bien la leur ».

Comme nous voudrions donner raison à ce monsieur et comme nous voudrions qu'un régime « où l'enfant est roi » soit le plus beau, CE QUI DEVRAIT ETRE. Nous répondons seulement ceci : il ne suffit pas de donner de belles écoles aux enfants, de les bien habiller et nourrir, de les garder en bonne santé PHYSIQUE, leur santé doit être aussi morale. Cette action, nos camarades espagnols l'avaient réalisée, en pleine guerre. Mais tant que l'on façonnait une « classe » enfantine à l'image du citoyen modèle, en Russie, en Amérique ou bien en France, on préparait en même temps le joyeux sapin de Noël à un autre emploi, bien plus sinistre. Avec le sapin on fabrique aussi des cercueils.

CHRISTIAN.

...et Noëls sur commandes

ITALIE Démagogie et réalité au Congrès de la C.G.I.L. (C.G.T. Italienne)

EN commençant cet article sur le 3^e Congrès de la Confédération Générale Italienne du Travail, tenu à Naples du 26-11 au 3-12-52, je crois opportun de signaler un point du rapport d'ouverture du secrétaire fédéral Di Vittorio qui se rapporte au problème des blocs impérialistes et de la guerre :

« Nous ne voulons la guerre pour personne, nous voulons la paix avec tous les pays et nous excluons la guerre comme étant un instrument de justice sociale et comme instrument de révolution. Une révolution est profonde et progressive seulement quand elle surgit des besoins et de la volonté de la grande majorité du peuple qui veut réorganiser d'une autre façon la société dans laquelle elle vit. Une révolution apportée de l'extérieur n'est pas une vraie révolution et ne peut représenter un progrès. Nous excluons donc la guerre comme instrument d'élevation et de rénovation sociale et aussi de révolution sociale ».

Il est évident que ces paroles sont valables indépendamment de la couleur politique de celui qui les a prononcées, et vous diriez, camarades français, qu'elles ne peuvent que renforcer la valeur de notre position 3^e Front.

Parce que c'est justement dans un Congrès où sont représentés 5.000.000 de travailleurs que se comprend la réalité et la validité objective du 3^e Front. Cette réalité qui, entre deux blocs opposés, entre deux fronts bien délimités géographiquement, insère un 3^e Front qui n'a pas de lignes géographiques, mais qui est une donnée objective avec laquelle les forces impérialistes doivent et devront compter : le front du travail.

Ceci démontre la nécessité pour le Mouvement Anarchiste de stabiliser les contacts organiques avec les masses laborieuses, dans l'activité syndicale. Pousser les travailleurs dans chaque pays à se battre contre leur propre classe patronale gouvernante liée au char de l'impérialisme et de la guerre est le problème de fond qui ressort de notre ligne politique.

Caractérisant le phénomène unitaire de l'impérialisme qui de l'Amérique à l'U.R.S.S. met les travailleurs de tous les pays face au péril, il ne peut être question pour nous de tergiverser face à un illusoire moindre mal, ni de rechercher qui, entre les deux blocs, a l'initiative de l'agression.

Notre problème a été et est toujours de comprendre le 3^e Front avec la même vision unitaire que nous avons eu pour le problème impérialiste. Et la donne la plus unitaire du front du travail en Italie, ce sont les 5 millions de travailleurs de la C.G.I.L. Mais cette réalité ne peut être comprise de ceux qui de la fenêtre de leur fantasia voient Staline, du haut du Kremlin, commander à la baguette 5 millions de travailleurs !

*

Nous pouvons nous demander ce qui a poussé Di Vittorio à se servir de la conception de A. Gramsci (1) contre la « révolution passive » (importée de l'extérieur) pour combattre la propagande démocratique sur la question de la guerre. A part les polémiques usées et les exigences de la campagne pacifiste, il est évident qu'il ne peut cultiver l'antibloc et l'illusionner des millions de travailleurs sur une libération qui devrait venir de l'extérieur, alors que ces travailleurs sont attaqués à l'intérieur par la classe patronale gouvernante qui est liée à l'impérialisme U.S.A. Et alors, même pour une direction staliniste, se pose le problème d'adapter le programme et l'activité de l'organisation syndicale aux exigences de la situation, aux

exigences réelles, aux aspirations des masses.

Malgré les précédents de la « Trêve de classes » et de la collaboration pratiquée au temps des gouvernements de coalition, bon gré, mal gré, à un moment où l'adversaire à l'initiative, la lutte de classe se fait acceptée par force. Oui, Di Vittorio a recommencé au Congrès de Naples à offrir « la main tendue » à la « partie saine de la bourgeoisie » et à tel gouvernement qui voudrait faire sien le programme de la C.G.I.L. Mais la réalité de la situation fait tomber cette main tendue dans le vide.

Nous le savons, une direction stalinienne ne s'adapte toujours pas revendications posées sur le plan national à l'exigence supérieure d'intérêt international, relative à la thèse de la « coexistence pacifique » des deux systèmes.

Mais nous, comme Comité de Défense syndicale (courant à l'intérieur de la C.G.I.L.) nous avons, à l'occasion du Congrès de la C.G.I.L., signalé dans un manifeste direct aux travailleurs le « fait significatif » que le Congrès se tenait à Naples pour une vue unitaire du problème de tout le prolétariat italien, sans particularisme droit pour la classe ouvrière du Nord et sans concessions à la classe dominante qui sur l'arrivariat du Sud et l'extrême misère des paysans a toujours basé sa politique de monopole et de l'impérialisme. Nous avons signalé d'autres faits significatifs, par exemple l'initiative pour une charte des Droits des travailleurs dans l'entreprise, comme objectif pour lutter contre la réaction qui par l'instauration du fascisme dans les usines veut avoir la voie libre dans tout le pays. Nous avons proposé la lutte pour l'amélioration du niveau de vie, imposé par le bas, de l'entreprise à la nation, contrairement à l'action précédente de caractère corporatiste des tractations de sommet, sans la participation active des travailleurs ; tout cela, nous l'avons signalé, sachant que nous interprétions les intérêts de classe des travailleurs, aujourd'hui plus que jamais primant sur les intérêts « nationaux » agités par la direction stalinienne.

Di Vittorio veut rassurer la classe ouvrière et la majorité parlementaire démocratique en disant que le vaste programme de la C.G.I.L. n'est ni socialiste ni communiste mais simplement bourgeois et démocratique. Le bloc avec la bourgeoisie, les socialistes de la C.G.I.L. l'ont fait avant le fascisme quand ils tombèrent dans le jeu réformiste corporatif du gouvernement Giolitti ; les socialistes communistes l'ont fait dans les conditions de la « libération » remettant aux capitalistes les usines prises aux Allemands ; et les industriels firent bloc volontiers tant qu'ils furent intéressés à la collaboration ouvrière aux sacrifices pour la « reconstruction ». Mais ce bloc avec la bourgeoisie est nécessairement de forme industrielle pour des raisons historiques : en Italie nous avons hérité, à l'Unité Italienne, d'une question « méridionale » (2) qui avec la question paysanne pour la réforme agraire forme un problème ; et le bloc industriel était possible tant qu'existaient pour la classe dominante les conditions qui lui permettaient de lanterner le mouvement ouvrier en le favorisant aux dépens des paysans.

Aujourd'hui, en période de concentra-

tion capitaliste maximum et de bloc atlantique, avec la possibilité pour l'impérialisme U.S.A. de contrôler l'économie italienne par le favoritisme et la solidarité d'intérêts avec les monopoles de base (3), le vieux jeu corporatiste envers la classe ouvrière n'est plus possible. En dehors de la brève parenthèse de la période d'après la Libération, la classe dominante n'a pas trouvé d'autre solution au problème de la lutte de classes, à part celui du fascisme, et elle est déjà revenue à la dictature totalitaire qui frappe ouvriers et paysans.

Dans cette situation, le programme de la C.G.I.L. ne peut se réaliser avec la bourgeoisie, même si la forme économique de la dictature n'est pas seulement frappée les ouvriers mais les paysans par le chômage, mais favorise les intérêts des classes moyennes (4) et crée du mécontentement dans certains groupes des industriels qui ne peuvent accéder aux banquets atlantiques du Plan Marshall.

Consentis de cela, nous sommes intéressés à ce que les 5 millions de travailleurs de la C.G.I.L. prennent conscience des objectifs de lutte pour donner la terre aux paysans, industrialiser le Sud, mécaniser l'agriculture et donner les possibilités à l'industrie d'une saine production de paix. Parce que nous nous attachons à ce que les travailleurs descendent sur le terrain fondamental de la lutte de classe et obtiennent ainsi des rapports de force plus avantageux.

L. PARODI,

Correspondant des G.A.A.P.

(1) A. GRAMSCI, fondateur du P.C. d'Italie, a attiré notre attention comme théoricien du mouvement ouvrier — mise à part sa responsabilité comme politique — pour ses thèses développées au temps de l'occupation des usines pour une direction de la lutte de classe contre les structures sociales à travers le mouvement des « Conseils d'usines » auquel participèrent d'ailleurs les anarchistes de Turin (voir opuscule de P.-C. Masini « Anarchisme et conseils dans le mouvement des Conseils », Turin 1951). Sa conception critique envers la révolution passive a été reproduite dans la brochure de notre Collectif national d'études : « Lecture de A. Gramsci », et cette conception se résout en définitive par une position négative contre la subordination à l'U.R.S.S.

(2) La « question méridionale » a été soulevée par le même A. Gramsci : « La bourgeoisie du Nord a subjugué l'Italie méridionale et les lies et les a réduites en colonies d'exploitation : le prolétariat du Nord, en s'émancipant lui-même de l'esclavage capitaliste, emmène avec lui les masses paysannes méridionales asservies par la banque et l'industrialisme parasitaire du Nord » « Ordre nouveau » du 3-1-1920. Di Vittorio au Congrès de Naples s'est inspiré en partie de la leçon de Gramsci, mais a surestimé les vieilles structures féodales existant dans le Midi, dans le but de justifier la thèse de la direction stalinienne sur la nécessité de mener à bien la révolution démocratique bourgeoise.

(3) Une récente visite du représentant de la M.S.A. (Aide américaine) est élogieuse : « Il a inspecté les entreprises monopolistiques comme la FIAT, la Montecatini et l'établissement (construit dans le cadre du Plan Schuman) en voie de construction pour la production à cycle intégral S.C.I. de Gènes, où la Fiat a investi son capital financier et pourra ainsi conditionner ses intérêts monopolistiques dans le cadre du Plan Schuman. Alors que « l'aide » Atlantique serait infiniment plus nécessaire aux industries en crise du secteur métal-mécanique de la gestion d'Etat T.R.I. et du secteur textile ».

(4) Signalons l'intervention au Congrès de Naples d'un représentant des classes moyennes, membre du Conseil national du Parti libéral, qui a justifié son adhésion à la C.G.I.L. par la politique de faillite poursuivie par le gouvernement et a défendu avec ardeur le programme de la C.G.I.L. et sa politique productiviste.

AMI LECTEUR

Achetez toujours le « LIB » chez le même marchand

PROBLÈMES
ESSENTIELS

Notre conception de la Révolution

A PRES avoir examiné dans les grandes lignes les formes sous lesquelles s'exprime la jouissance de la classe dominante, et après avoir fixé les traits essentiels du communisme libertaire, il nous reste à préciser comment nous envisageons le passage révolutionnaire. Nous touchons là un point essentiel de l'anarchisme et à ce qui le différencie le plus clairement de tous les autres courants socialistes.

Qu'est-ce que la Révolution ?

La Révolution, c'est-à-dire le passage de la société de classes à la société communiste libertaire sans classes, doit-elle être considérée comme un lent processus de transformation ou comme une insurrection ?

Les bases de la société communiste se forment à l'intérieur de la société d'exploitation et les nouvelles conditions techniques, économiques, de rapports de classes, les nouvelles idées entrant en conflit avec les vieilles institutions, déterminent une crise qui appelle un dénouement brusque et décisif, apportant un changement des longtemps préparé au sein de la vieille société. La révolution c'est le moment où naît la nouvelle société en brisant les cadres de l'ancienne : capitalisme, Etat, idéologies bourgeoises. C'est un passage réel et concret entre deux mondes.

Cette conception n'a rien à voir donc, avec la vieille conception romantique de l'insurrection, du changement réalisé « du jour au lendemain » sans préparation. Elle n'a rien à voir non plus avec la conception gradualiste, purement évolutionniste, des réformistes, ou des partisans de la révolution-processus.

Notre conception de la révolution également éloignée de l'insurrectionnalisme et du gradualisme peut donc se caractériser par la notion de l'acte révolutionnaire longuement préparé au sein de la société bourgeoise mais bien déterminé dans le temps, à son début par l'intervention insurrectionnelle du prolétariat contre la bourgeoisie et à son achèvement par la prise et la gestion des moyens de production et d'échange par les organisations des masses. Et c'est cet aboutissement de l'acte révolutionnaire qui trace une ligne de démarcation nette entre l'ancienne société et la nouvelle.

La période transitoire

La révolution détruit donc le pouvoir économique et politique de la bourgeoisie. Ceci signifie que la révolution ne se limite pas à la suppression physique des anciens dirigeants ou à l'immobilisation de la machine gouvernementale mais qu'elle parvient à la liquidation des institutions juridiques de l'Etat : les lois et les habitudes étatiques, les procédés et prérogatives hiérarchiques, la tradition et le culte de l'Etat comme donnée psychologique collective.

Ceci posé, que peut signifier l'expression tant employée de « période transitoire » si souvent considérée comme liée à la notion de révolution ? Si elle est le passage entre la société de classes et la société sans classes, elle se confond avec l'acte révolutionnaire. Si elle est le passage de la phase inférieure du communisme à sa phase supérieure, alors l'expression est inexacte parce que l'époque post-révolutionnaire est tout un lent progrès continu, une transformation sans secousses sociales et la société communiste continuera à évoluer.

Tout ce qu'on peut dire, c'est que nous avons déjà précisé à propos du communisme libertaire : l'acte révolutionnaire apporte une transformation immédiate, en ce sens que les bases de la société sont radicalement changées, mais progressive en ce sens que le communisme est un perpétuel développement.

En vérité, pour les partis socialistes et communistes étatistes, la « période transitoire » représente une société rompant avec l'ancien ordre de choses mais conservant des éléments et des survivances du système capitaliste et étatiste. Elle est donc la négation de la véritable révolution, en conservant des éléments du système d'exploitation dont la tendance est de se raffermir et de se développer.

LE R. P. CLAUDEL,
petite suite

D EPUIS le temps où Claudel rendait d'immenses services à la France en lui achetant du lard américain en grosses quantités pendant que les petits copains se faisaient casser la gueule sur le front, et l'on se souvient à ce sujet de la belle réplique des surréalistes (lettre à Claudel du 1-7-52), il s'avère que l'auteur du *Souffles* n'avait pas reçu de longue date ce dernier quelque part (c'est bien connu, il y en a qui se perdent).

Il est vrai que les surréalistes d'alors pensaient en avoir fini pour un bon moment avec cet individu.

Malgré le qualificatif de « pédéraste » adressé aux surréalistes par notre Saint Père Clodo, ces fameux pédérastes, disons-nous donc, se sont avisés de se reproduire (quelle horreur n'est-ce pas et à qui se fier, Seigneur ! et ne voilà-t-il pas que les jeunes décident de protester à leur tour).

C'est que l'histoire continue, les générations se suivent et voient un quart de siècle et le pouce que notre triste sire s'ingénie à soutenir une civilisation dont la faillite est assez sensible pour que personne ne songe plus un instant aujourd'hui à la réputer.

Avec son cynisme habituel Claudel se démasque une fois de plus et du même coup révèle la sanglante et hypocrite face du monstre qui le hante.

REDAC-TION-ADMINISTRATION
LUSTRE René - 145, Quai de Valmy
PARIS (10^e) C.C.P. 8032-34

FRANCE-COLONIES
1 AN : 1.000 Fr. — 6 MOIS : 500 Frs
AUTRES PAYS
1 AN : 1.250 Fr. — 6 MOIS : 625 Fr.

Pour changement d'adresse joindre
30 francs et la dernière bande

Le Gérant : René LUSTRE.

Impr. Centrale du Croissant
19, rue du Croissant, Paris-2^e
P. ROCHON, imprimeur.

1953
Nouvelle Année
Les plus beaux cadeaux
DES LIVRES

Notre service de librairie vous offre un choix divers
à des prix exceptionnels

Commandes à R. Lustre, 145, quai de Valmy,
C.C.P. 8032-34

Pour les cadeaux de fin d'année, nous vous offrons du
25 décembre 1952 au 20 janvier un choix de lots de livres
dont les prix sont sacrifiés.

1^{er} LOT : 500 fr.
Léo Campion. — A toutes fins utiles.
M. Raphaël. — Le Festival.
E. Bachelet. — Trimard.

2^e LOT : 1.200 fr.
J.-P. Duprey. — Derrière son double.
A. Rimbaud. — La lettre du voyant.
R. Rasmussen. — Art Nègre.
H. Pichette. — Nucléa.
M. Ryner. — Jeanne d'Arc et sa mère.

3^e LOT : 1.200 fr.
M. Sperber. — Qu'une larme dans l'océan.
R. Meumann. — Colin-Maillard.
C.-Y. Harrison. — Personne n'est dupe.

4^e LOT : 350 fr.
S. Lewis. — Bethel Merriday.
R. Robbon. — Si l'Allemagne avait vaincu.
A. Zévaes. — Zola.

5^e LOT : 1.600 fr.
M. Collinet. — Essai sur la condition ouvrière.
M. Collinet. — L'Esprit du syndicalisme.
E. Freinet. — Naissance d'une Pédagogie populaire.
L. Trotzky. — K. Marx.

La dictature du prolétariat

La formule « dictature du prolétariat » a été employée dans les sens les plus divers. Rien qu'à ce titre elle mérite d'être condamnée car elle est un germe de confusion. Chez Marx lui-même, elle représente aussi bien la dictature centralisée du parti qui prétend représenter le prolétariat que la conception fédéraliste de la Commune.

Peut-elle signifier l'exercice du pouvoir politique par la classe ouvrière victorieuse ? Non car l'exercice du pouvoir politique au sens classique de « pouvoir politique » ne peut se faire qu'à travers un groupe limité, exerçant un monopole, une suprématie, se séparant ainsi de la classe, n'en faisant plus partie, et l'opprimant.

par Georges FONTENIS

Et c'est ainsi que en voulant se servir d'un appareil d'Etat, on réduit la dictature du prolétariat à la dictature du parti sur les masses.

Mais si on entend par dictature du prolétariat un exercice collectif et direct du « pouvoir politique » par classe, on signifie par là que le « pouvoir politique » disparaît puisqu'il a pour caractères distinctifs : la suprématie, l'exclusivité, le monopole. Ce n'est plus l'exercice du pouvoir politique ou sa conquête, c'est sa liquidation !

Si par dictature, on comprend la domination d'une minorité sur la majorité, il n'est pas question de donner le pouvoir au prolétariat, mais à un parti, un groupe politique distinct. Si on comprend par dictature la domination de la majorité sur une minorité (domination du prolétariat victorieux sur les restes de la bourgeoisie

Fascisme pas mort

L E nationalisme, l'antisémitisme, le racisme, la dictature policière de l'Etat contre toutes les libertés semblaient n'avoir été dans le monde « occidental » que les tristes fruits d'un régime européen : le fascisme nazi. On s'était trompé. On a trop longtemps ignoré, ou voulu ignorer, et c'est là qu'est le danger, qu'il existe aux U.S.A. plus qu'une quinzaine d'organisations d'inspiration idéologique nazie. Et ces organisations sont plus puissantes qu'on ne le croit puisqu'elles groupent la majorité d'une certaine classe bourgeoise, attirant quelquefois même la classe ouvrière, à la faveur des idées fascistes et antisémites.

Ces organisations vivaient au grand jour en Amérique avant la guerre, et ne cachaient pas leur approbation de la politique de Hitler. « Hitler est le plus grand homme depuis le Christ », disait, en 1938, George A. Van Nossdall, président de l'Association des Croisés d'Amérique. Depuis, les idées n'ont guère changé : « La guerre a pleinement démontré une chose : que les Allemands sont physiquement, intellectuellement, esthétiquement et moralement supérieurs aux Américains et aux Anglais », déclarait, en 1945, un « nationaliste » de l'Indiana.

Ce que ces Américains pensent, le gouvernement ne l'a-t-il pas pensé lui aussi et mis à profit, par ses appels fréquents aux compétences de la « race maîtresse » aussi bien dans les domaines civils que militaires. Est-ce donc toute la leçon que l'on a tirée de la Deuxième Guerre mondiale ?

U.S.A. terre du racisme

L ES organisations ont deux sources d'inspiration : la religion chrétienne, à l'exclusion des autres (Front chrétien de Father Coughlin — les Croisés d'Amérique — les Anciens Combattants Chrétiens) et les idées racistes préchées par les nazis (Alliance germano-américaine — Ligue Pan Aryenne — Ligue germano-américaine — Société des Libres Américains Blancs), mais tous ces mouvements se rejoignent par leur commune politique de haine des Juifs et des Noirs, leur frayeur du communisme et leurs tendances « nationalistes ».

Ces mouvements constituent un grave danger pour la société américaine, et peut-être aussi pour le monde entier, car ils se grossissent des bourgeois, des bigots, des mangeurs de beaux discours. Dès après la guerre, ils prennent de l'importance en récoltant les adhésions des anciens combattants désempéchés, devant qui ils font miroiter les avantages d'un avenir plein de promesses pour l'Américain patriote et « pur sang ».

En 1946, ils gagnent toujours des supporters, envisagent la création d'un nouveau parti politique « épuré des escrocs qui sont actuellement au pouvoir et qui applaudissent alors que les Juifs et les internationalistes dictent leurs volontés ».

Les chemins du nazisme

P ENDANT la guerre, ces nazis n'aprouvant naturellement pas le conflit, on les emprisonna un peu. La plupart rentrèrent dans l'ombre, supputant les chances d'une victoire alle-

mande. Actuellement, le gouvernement américain leur laisse toute liberté, s'il ne les approuve ouvertement : ils sont anticommunistes, et la grande frayeur de l'Amérique est les communistes. Hitler prit son départ avec un groupe d'anciens combattants désabusés ; eux aussi combattaient pour Dieu et la patrie, on se moquait d'eux, on les emprisonnait parfois... Les « nationalistes » américains parlent le même langage que Hitler et suivent les mêmes chemins. Le « Front Chrétien » proclame : « Notre mouvement est un mouvement chrétien, 100 pour 100 américain et patriotique ». L'Alliance germano-américaine prêche la stérilisation des Juifs. En 1939, à l'image des nazis elle brisait les vitrines des boutiques tenues par des Juifs, inscrivait des croix gammées sur leurs propriétés. En 1946, à Los Angeles, le temple Israël est profané, les livres sacrés déchirés, les murs de la synagogue marqués de la swastika, ainsi que de ces mots : « Parasites juifs ».

L'antisémitisme

T OUS ces mouvements prèchent la haine des Juifs cherchant à provoquer des violences. Les associations d'anciens combattants se proclament victimes des Juifs, victimes du gouvernement américain composé de Juifs. Pour rendre les Juifs encore plus haïssables auprès des bigots, des bien-pensants, on les assimile aux communistes. Elmhurst, fondateur de la ligue Pan-Aryenne se peint sous les couleurs d'un martyr, persécuté pour avoir eu le courage de s'opposer au complot des communistes et de l'administration — qui visent à se rendre maîtres de l'Amérique. Frédéric Kyster, fondateur du mouvement des Anciens Combattants Chrétiens s'exprime ainsi : « J'avais un bon emploi, les Juifs me l'ont fait perdre, ils ont installé partout leurs parents et leurs amis venus d'Europe... J'ai combattu pour une Amérique chrétienne, je suis pour les Chrétiens d'abord, pour l'Amérique d'abord ».

6^e LOT : 1.700 fr.

C. Himes. — La Croisade de Lee Gordon.
G. Glaser. — Secret et violence.
G. Guareschi. — Le Petit Monde de Don Camillo.
7^e LOT : 1.200 fr.

Anne Frank. — Journal.
A. Sergent. — Barnum.
V. Crastre. — André Breton.

8^e LOT : 1.800 fr.

A. Koestler. — Analyse d'un Miracle.
R. Neumann. — Sur les pas de Morell.
L. Poliakov. — Bréviaire de la haine.

9^e LOT : 2.500 fr.

P. Mus. — Viet-Nam (Sociologie d'une guerre).
P. Devillers. — Histoire du Viet-Nam.
T. Mendel. — L'Inde devant l'Europe.
J.-J. Brieux. — La Chine.

10^e LOT : 1.300 fr.

E. Roblès. — Cela s'appelle l'aurore.
» La Vérité est morte.
» Montserrat.
» La Mort en face.

défaite en tant que classe), alors l'institution de la dictature n'a pas d'autre sens que la nécessité pour la majorité d'organiser efficacement pour sa défense sa propre organisation sociale et d'instituer une vigilance généralisée.

Mais alors l'expression est impropre, imprécise, cause de malentendus.

Si l'on veut entendre par « dictature du prolétariat », la suprématie de la classe ouvrière sur d'autres couches exploitées (petits propriétaires pauvres, artisans, paysans, etc...), l'expression ne rend nullement compte de la réalité car cette réalité n'a rien à voir avec des rapports mécaniques entre gouvernants et gouvernés qui implique le concept de dictature.

Parler de « dictature du prolétariat », c'est exprimer un renversement mécanique de situation, entre la bourgeoisie et le prolétariat. Or, si la classe bourgeoise tend à conserver par le pouvoir sa nature de classe, à s'identifier dans l'Etat, à être séparée de la société en général, il n'en est pas de même de la classe subalterne qui tend à se défaire de sa nature de classe, à se fondre dans la société sans classe. Si la domination de classe et l'Etat représentent la puissance constituée et codifiée d'un groupe qui opprime les groupes subalternes, ils ne se rendent nullement compte de la pression violente exercée directement par le prolétariat.

Les termes « domination », « dictature », « état », sont aussi peu adéquats, que l'est l'expression « prise du pouvoir » pour le fait révolutionnaire de la prise des usines par les travailleurs.

Nous rejetons donc comme impropres et créatrices de confusions les expressions « dictature du prolétariat », « prise de pouvoir politique », « état ouvrier », « état socialiste », « état prolétarien ».

Il nous reste à examiner sous quelle forme nous envisageons la résolution des problèmes de luttes posés par la révolution et la défense de cette révolution.
(Suite et fin, prochain numéro.)

U.S.A., terre où le fascisme monte

par Pierre RENAN

U N article du Libéraire nous informait récemment de l'organisation et du financement par les Etats-Unis de « groupes techniques » en Allemagne et en Italie pour ne citer que ces deux pays, berceaux du fascisme. On apprenait en même temps que « ces services techniques », dépendant des Services de Renseignements américains, jouent tout simplement le rôle d'une milice d'Etat, à la fois contre les travailleurs et les révolutionnaires actifs, cela avec la bénédiction du gouvernement de Bonn...

Allons donc ! se sont écriés certains, ou bien ces informations ont dix ans de retard, ou elles sont erronées, de telles choses ne peuvent arriver deux fois. Le fascisme est bien mort en Allemagne, la monstrueuse idéologie nazie a été mise hors d'état de nuire voilà sept ans et il serait inique d'avoir versé tant de sang et amassé tant de ruines pour que pareille infamie se reproduisît ! Et, en tout cas, ce ne sont certainement pas les Etats-Unis qui l'ont combattue qui l'aideraient à renaître de ses cendres.

Hélas ! voilà que ceux qui s'étaient endormis, la conscience en repos, dans le sentiment de la puissance des Etats-Unis, champion de la liberté et de la démocratie, perdent leur belle sensation de sécurité et d'indifférence et ressentent un vague malaise.

Pour ceux qui doutent encore, pour ceux qui ne craignent plus qu'une telle honte puisse encore venir troubler et ternir leur conscience d'hommes libres dans leur « monde occidental », pour ceux-là qui s'étaient endormis en 1945, le réveil sera pénible. Il faut crever l'abcès honteux qu'on a trop longtemps tenu caché. Les Etats-Unis ne sont pas plus le champion de la liberté que ne l'était l'Allemagne nazie, en face du totalitarisme bolchevique, et si aujourd'hui réapparaissent les méthodes fascistes en Allemagne, c'est qu'on en avait conservé les « griffes » en Amérique qu'on replante maintenant en Europe.

Les boucs émissaires

E N 1946 est fondé un mouvement dit de « Défense Nationale » qui ne vise en réalité qu'à défendre les intérêts d'une certaine classe et qui proclame : « Si les groupes minoritaires continuent à défendre égoïstement leurs intérêts au lieu du bien-être de la nation,

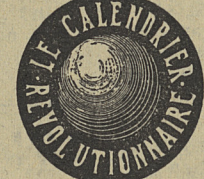
nous pouvons dire que le C.I.O. (1), les noirs et les juifs seront les seuls responsables de toute crise nationale qui ne saurait manquer de survenir ».

Avec le temps, l'antisémitisme est poussé à son extrême, les publications antijuives abondent et comme les moyens sont à l'échelle de la nation, il existe même une agence de presse « nationaliste » le Pioneer News Service. Mais personne ne s'inquiète de ces faits et là encore le rapprochement est saisissant à faire avec les commentaires que l'on faisait des mouvements antisémites dans l'Allemagne de 1934, menés par Streicher. On pense que ces publications sont noyées par la grande presse, qu'elles n'ont que peu d'influence, excepté dans les campagnes et les petites villes. Et pourtant le monde entier a été témoin de ce qui a suivi... en Allemagne.

Le major général (retraité) Van Horn Moseley, qui prêchait en 1940 la stérilisation des émigrés juifs venant d'Europe, et qui s'écria une fois en public : « La démocratie... bah, ce n'est que le communisme ! » en 1946 reprend les mêmes thèmes pour expliquer le retour à la lumière du Klu Klux Klan : « La race blanche ne peut durer si elle admet l'adoption d'éléments étrangers... La tragédie actuelle est que les émigrés et les réfugiés mettent l'Amérique chrétienne en danger ». Et dans tous ces mouvements ce ne sont qu'attaques sournoises contre les syndicats, les grèves ouvrières où ils voient la main des rouges.

(1) Le C.I.O. Comité pour l'Organisation Industrielle (groupe de syndicats ouvriers).
(A suivre.) Pierre RENAN.

25
Décembre



31
Décembre

25 DECEMBRE 1871

Le 3^e Congrès de la section espagnole de l'Internationale tient ses assises à Cordoba. On y récusé les accords du Congrès International de La Haye comme nocifs et contraires à la marche que doit suivre le prolétariat. Par contre, la section espagnole approuve les résolutions du Congrès anti-autoritaire de Saint-Imier.

26 DECEMBRE 1921

La C.A. de la C.G.T. française se prononce contre la lettre de convocation du Congrès des Comités Syndicalistes Révolutionnaires et déclare qu'elle ne tiendra aucun compte des décisions d'une Assemblée irrégulière dont la seule tenue constitue un acte caractéristique d'indiscipline.

27 DECEMBRE 1909

Le XI^e Congrès syndicaliste belge tient ses assises à Saint-Gilles. On y traite principalement des questions relatives à la retraite ouvrière, du travail à domicile, etc... ; tout ceci étant analysé, par supposition, du point de vue de la loi et du parlementarisme.

28 DECEMBRE 1921

La rupture se confirme dans les syndicats français : elle se concrétise au Congrès des C.S.R., par la constitution de la C.G.T.U. dans laquelle se réunissent diverses tendan-

ces : communistes, syndicalistes révolutionnaires fidèles à la lutte antérieure à la guerre, et quelques éléments qui pourraient être considérés comme conciliateurs.

29 DECEMBRE 1922

A Berlin, se déroulent les travaux d'un Congrès syndicaliste révolutionnaire au cours duquel doit être constituée la nouvelle Association Internationale des Travailleurs, et auquel assistaient des représentants de l'Espagne, de l'Argentine, de l'Allemagne, de l'Italie, de la Hollande, de la France, du Mexique, du Portugal, de la Norvège et de la Suède.

30 DECEMBRE 1917

Les « socialistes » russes accusent LENINE d'avoir des tendances anarchistes... Celui-ci réplique en utilisant la formule : « Patientez, je ne suis pas encore tout à fait anarchiste ». A quoi le journal « Coloss Fronda » de Pétersbourg rétorque : « Lénine est peut-être tout à fait marxiste, mais il n'est pas du tout anarchiste ».

31 DECEMBRE 1893

La police française prépare une opération répressive contre les militants anarchistes. Cent arrestations sont ordonnées pour le jour suivant. Soixante-quatre seulement pourront être effectuées, parmi lesquelles celle d'Elisée RECLUS.

11^e LOT : 1.000 fr.

J. Cayrol. — Le Feu qui prend.
G. Nançay. — Maguelonne.
D. Robin. — Les Marais.
R. Boutefeu. — Veille de Fête.

12^e LOT : 1.300 fr.

Y. Gibeau. — Allons Z'enfants.
M. Nadeau. — Littérature présente.
E. Mounier. — L'Eveil de l'Afrique noire.
O. Mannoni. — Lettre personnelle à Monsieur le Directeur.

13^e LOT : 1.000 fr.

J. Valtin. — Sans patrie ni frontière.
C. Harmel. — Lettre à Léon Blum.
G. Charensol. — Panorama du cinéma.
P. Leprohon. — L'Exotisme et le cinéma.
A. Dhôtel. — L'Homme de la scierie.

14^e LOT : 250 fr.

F.-J. Proudhon. — Principe fédératif.
F. Planche. — Louise Michel.
M. Doff. — Jours de famine et de détresse.

Encore un record battu chez SIMCA

D'un seul coup 2.000 ouvriers au chômage !

La direction S.I.M.C.A., Pigozzi en tête, veut décidément battre tous les records, celui de l'abjection comme les autres : Record d'exploitation qu'elle aura infligé aux licenciés d'aujourd'hui, record de démagogie et de mensonge, en déclarant officiellement il y a peu de jours que la situation de l'industrie automobile était saine et en jetant en même temps près de 25 % des ouvriers de l'entreprise sur le sable.

Où est-elle cette « grande famille » tant clamée dans « Les Echos de la S.I.M.C.A. » ?

Aujourd'hui, l'état-major exploiteur S.I.M.C.A., ayant tiré le meilleur des travailleurs, ayant fait le premier plein de ses coffres, renvoie chacun des 2.000 camarades sans travail fêter Noël. A cet effet il aura encore servi son infecte et luxueuse brochure, sur laquelle ils se dépensent en conseils pour passer un « bon Noël ».

Donc, au moment le plus difficile de l'année pour les travailleurs, une fermeture de quinze jours est décidée, ce qui fera un demi-salaire pour 4.500 d'entre eux et en réduit 2.000 au chômage.

Si des jours difficiles sont désormais offerts aux travailleurs, soyons assurés que nos Pigozzi et Cie ne réduiront pas pour autant leur train de vie, leurs provisions sont faibles.

Il est évident qu'une fois encore le patronat a bien joué son jeu en poussant aux cadences effrénées, aux heures supplémentaires et en employant

les méthodes américaines défavorables, en régime capitaliste, à la classe ouvrière. Défavorables puisque, comme nous le dénonçons déjà dans les numéros 333 et 334 du *Libertaire*, au sujet des méthodes S.I.M.C.A., elles saturent le marché, constituent des stocks permettant ainsi aux exploiters de continuer à vivre grassement sur cette réserve, pendant que les ouvriers attendront misérablement un réembauchage au rabais.

Ne nous leurrons pas, le patronat n'a pas le temps de faire du sentiment; pour lui la lutte de classe se fait à froid, continuellement, du premier au dernier jour de l'année. La situation actuellement faite aux travailleurs, réjouit davantage le patronat qu'elle ne l'émue, car elle les met entièrement à sa merci (c'est tout au moins ce qu'il espère...) en rétablissant la concurrence sur le marché du travail. Il est évident que le danger existe, mais c'est à la classe ouvrière de ne pas s'y laisser prendre. Il ne faut aucun doute que la lutte sera plus difficile à mener aujourd'hui qu'elle ne l'était hier, mais la classe ouvrière trouvera dans l'union de tous ses membres, qu'ils soient à l'intérieur ou à l'extérieur des entreprises, l'unité en dehors des partis politiques diviseurs et impuissants à changer quoi que ce soit.

Unité pour ordonner d'abord les 40 heures payées 48, abaissement des cadences effrénées, réclamées depuis plus d'un an par la Fédération Anarchiste.

L. B.

57.000 ouvriers de chez Ford (U.S.A.) demandent la grâce d'Ethel et Julius Rosenberg

DANS un récent article sur l'affaire Rosenberg, l'un de nos camarades relatait, indigné, le mutisme de l'ensemble du peuple américain dont on attendait les réactions à la suite de cette condamnation. Et de fait, jusqu'ici, nulle demande de grâce, nul geste de solidarité n'avait été enregistré, venant d'outre-Atlantique.

Or, nous apprenons que 57.000 ouvriers de l'usine Ford, affiliés au C.I.O., ont décidé de demander à Washington la grâce d'Ethel et Julius Rosenberg !

Il est hors de notre propos d'étudier en détail l'organisation et les moyens d'action des syndicats américains. Cependant, il n'est un secret pour personne que ceux-ci sont plus ou moins soumis aux pressions patronales, aux combinaisons politiques.

L'anticommunisme systématique, soutenu par des leaders syndicalistes influents, a gagné toutes les couches de la masse américaine, les travailleurs syndiqués eux-mêmes (nous devons d'ailleurs souligner que seuls ou à peu près, les ouvriers des Etats du Nord sont affiliés aux syndicats, les employés et les Etats du Sud ne l'étant pas, soit environ 30.000.000 de non-syndiqués).

Il est non moins évident que la démagogie républicaine aidant, Eisenhower désirant se concilier les bonnes grâces de la classe ouvrière durant la période de démarrage de ses fonctions, celle-ci sera à son tour, pendant quelques mois, si au contraire, le nouveau président venait à durcir sa politique ouvrière, l'action des travailleurs aurait quelque chance de se développer.

Quoi qu'il en soit, et bien que nous ne donnions pas très cher de l'esprit qui anime la masse américaine, il est significatif que la seule réaction existante, vis-à-vis de l'ignominie du procès Rosenberg, émane d'un groupe d'ouvriers syndiqués.

Nous voyons ici un groupe syndical qui, malgré la dépendance de ses cadres vis-à-vis du gouvernement, malgré les propagandes de toutes sortes auxquelles sont soumis ses membres, malgré l'esprit individualiste qui y règne sans aucun doute, a su conserver juste ce qu'il faut de foi en la dignité humaine pour tenter ce geste peut-être inutile, mais que ne peut pas ne pas tenter celui qui au moins une fois et malgré toutes les compromissions aux-

Dont acte

Nous avons reçu de la Société Française de Mécanique (Anciens Etablissements L. Rosengart) la rectification suivante que nous insérons :

« C'est par erreur que nous avons indiqué le dépôt de bilan des Usines « Rosengart, M. L. Rosengart et la Société des Anciens Etablissements « Rosengart (capital 60.000.000 fr.) » n'ont aucun rapport avec la Société « Industrielle de l'Ouest Parisien (capital 10.000.000 de fr.) ».

Notre bonne foi ayant été surprise, nous tenons à spécifier que la S.I.O.P. fabrique des carrosseries pour Renault et Ford en particulier. Elle fabrique aussi des pièces détachées pour Citroën et des voitures automobiles Rosengart. Le contrôle de cette société est entre les mains du groupe Marcel Farman.

LA REDACTION.

quelles il a pu se soumettre, a cru en un idéal de justice.

Et c'est ce que nous saluons dans la décision des 57.000 ouvriers de chez Ford. Car indépendamment du fait que nous souhaitons voir les syndicats se libérer des mots d'ordre politique, se récréer autour de la seule idée de défense du travailleur en tant qu'homme, nous luttons d'abord pour qu'à travers la notion « Syndicat » chaque individu se sente responsable de sa propre destinée, pour qu'il prenne conscience que, par son action personnelle, conjuguée à celle de tous ses camarades, il peut encore quelque chose, il peut tout, contre la raison d'Etat, pour qu'il sache, pour qu'il croie qu'aucun geste n'est inutile, si petites les chances soient-elles, pour arracher un homme à une mort injuste, pour qu'il ne doute pas que son cri de révolte, retentissant chaque jour avec celui de ses frères, devant chaque mensonge, chaque injustice, chaque massacre organisé, ne serve en définitive à l'homme, à lui-même.

S. L.

UN FIASCO PRÉVISIBLE

La grève F. O. dans les mines

« Je ne voudrais pas, à l'occasion des crises qui pourraient se déclencher, voir des mots d'ordre lancés par le Bureau confédéral qui ne seraient pas suivis d'effets à la base. »

LE BOURRE
(2e Congrès F. O.,
25 octobre 1950,
séance du matin).

Le succès relatif du parti socialiste lors des dernières élections dans le Nord avait peut-être incité, au départ, la fédération Force Ouvrière des mineurs à déclencher la malheureuse « grève illimitée du 18 décembre ».

Cependant, une analyse quelque peu réaliste de la situation dans les mines aurait pu rendre les dirigeants syndicaux plus circonspects. D'une part, l'existence des stocks de charbon importants (deux millions de tonnes sur le carreau des mines ; 600.000 tonnes de charbon d'avance pour la S. N. C. F. ; trois mois de réserve pour Electricité de France) et, d'autre part, l'approche pour les mineurs de la position hostile des dirigeants cégétistes rendue évidente après le discours de Lecœur à Noeux-les-Mines, étaient autant d'éléments qui devaient jouer défavorablement et qui ont conduit tout droit à l'échec.

Sans doute l'application intégrale du statut des mineurs est de moins en moins respectée, sans doute la « prime de résultat » telle qu'elle est, constitue un scandale, sans doute l'Etat est un patron qu'il faut combattre au même titre que les autres patrons mais, compte tenu de tous ces motifs de luttes, il restait que la lutte devait être déclenchée par les mineurs eux-mêmes et non pas décidée en haut lieu avec des objectifs d'ordre politique tels, par exemple, la réduction de la C. G. T., à son squelette stalinien en vue de faciliter la mise en chantier du plan Schuman.

Sinot, responsable de la Fédération des mineurs F. O. et Bothureau avaient cru pouvoir convaincre le ministre Louvel,

véritable patron des mines, de leurs bonnes intentions, mais ce fut en vain — pour affirmer la position gouvernementale dans les mines — Louvel comptait plus sur l'échec des revendications de F. O. que sur leur réussite.

Le résultat, après l'échec de la grève, c'est qu'il y a deux vainqueurs : Georges Villiers, président du C. N. P. F., satisfait de voir que l'Etat donne l'exemple de la fermeté patronale en tenant tête non seulement à la C. G. T., mais en même temps à F. O. et à la C. F. T. C.

Auguste Lecœur qui a pu écrire dans « L'Humanité » : « F. O. a eu le mérite de montrer la quasi-nullité de son influence et de prouver l'autorité des syndicats de la C. G. T. sur l'ensemble de la corporation minière ».

Quant aux responsables, Sinot et Bothureau, ils auront non seulement découragé les mineurs, mais tout l'élément ouvrier de F. O. qui, battu à peu près sur tous les points de l'ordre du jour du 3^e Congrès (sauf la résolution sur la productivité... et encore !) se voit maintenant battu sur le lieu du travail.

Sinot, en faisant de la politique par dessus la tête des travailleurs et en se servant des travailleurs, a commis un abus de confiance, même si cette politique est celle de « Force Ouvrière » ; en jouant les apprentis sorciers, il a fait le jeu de sorciers plus malins que lui aussi bien à sa droite qu'à sa gauche.

Serge NINN.

Nouvel An...

Pour le soutien du "LIB"

SOUSCRIVEZ

Ami lecteur, Merci

aux travailleurs :

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

UNE MANŒUVRE EN COURS POUR RECULER L'AGE DE LA RETRAITE

TRAVAILLEUR de 60 ANS et plus devras-tu bientôt reprendre le chemin de l'usine ?

Le problème de la retraite des vieux travailleurs reste entier, malgré les débats de l'Assemblée sur ce point, et le restera longtemps. Les Pouvoirs publics pensent, en effet, que la situation créée par les « largesses » de la Sécurité Sociale à l'endroit des vieux travailleurs constitue une véritable menace pour le budget national.

Ils se sont attelés, ces derniers temps, à ce qu'ils conviennent d'appeler « un assainissement de la situation créée par les retraites ».

Cet « assainissement » n'aura pour conséquence, s'il est voté, qu'un accroissement de la mortalité prématurée des vieillards, qu'une généralisation du chômage pour les « travailleurs actifs », qu'une multiplication des suicides de vieux travailleurs...

Une paille ! quoi, pour les sénéiles vieillards bien nourris des Pouvoirs publics...

Des retraites de nababs !

AU fait, ces trop coûteuses retraites, saut-on assez à combien elles s'élèvent ?

La pension totale, c'est-à-dire le maximum que le salarié, ayant cotisé pendant plus de 30 ans, peut percevoir, s'élève à 20 % du salaire annuel moyen, soit pour un ouvrier gagnant 28.000 fr. dans son mois, donc 336.000 dans son année, la fabuleuse retraite de 67.200 fr. par an, ou encore... 5.600 fr. par mois... soit 186 fr. 60 par jour ! Ceci pour le meilleur cas de pension.

La pension proportionnelle, qui est égale à autant de trentièmes de pension totale, que l'ouvrier a effectué d'années de cotisations (sans pour cela pouvoir tomber au-dessous de 13 ans de cotisation). Ce qui donne pour ce travailleur cité plus haut, si celui-ci n'avait cotisé que pendant 14 ans au lieu de 30 ans: 67.200 divisé par 30 et multiplié par 14, égal 44.800 francs par an, soit 3.733 fr. par mois, soit donc... 124 fr. 33 par jour !

Nous n'aurons pas le sadisme d'énumérer tous les barèmes de pensions et retraites servies par la S.S. Hormis leur complexité, cela s'avérerait fastidieux. Mais puisque nous avons vu le vieil ouvrier de 60 ans minimum dont 30 ans de cotisation atteindre, alors qu'il est le plus favorisé de tous les cas, la pension enviable de 186 fr. 60 par jour, il nous semble nécessaire de citer aussi le cas du plus désavantagé des « secourus ».

Celui-là c'est l'allocataire. L'allocataire est au minimum âgé de 65 ans, n'ayant pas cotisé suffisamment pour bénéficier de la pension, il ne lui reste que l'allocation aux vieux travailleurs. Il ne touchera celle-ci que s'il peut répondre aux exigences de 7 questions.

Cette allocation sera alors de 166 fr. 10 par jour si l'allocataire réside dans une ville de plus de 5.000 habitants, 151 fr. 10 seulement dans le cas contraire.

Toutefois, l'allocation peut être perçue comme complément par un pensionné !

Voilà ! ce qui gêne ces messieurs aux pannes pleines et aux cerveaux vides. Ces pensions, ces allocations, sont beaucoup trop coûteuses et compromettent l'équilibre budgétaire !

Travail, Famille, Patrie...

E TANT donné que les pignoufs séniles de l'Assemblée et des ministères n'ont pas, à l'instar des autres Français, la mémoire courte, et que de plus ils ont fait leurs classes avec ce splendide retraité-marchal qui nous a fait tant de mal avec ses mensonges et ceux des autres, ils ont une foule d'arguments et d'opinions sur la question de la retraite.

Comment n'en auraient-ils pas, d'ailleurs, si l'on songe qu'ils sont passés maîtres dans l'organisation des retraites aux flambeaux du 14 juillet.

Mais la question n'est pas là. Leurs « arguments », quels sont-ils ?

Viellissement de la population, dénatalité, paresse des travailleurs qui ne veulent pas s'échiner au delà de 60 ans (ce dernier point, non des moindres à leurs yeux, est toutefois exprimé avec une charmante pudeur d'expression).

En ce qui concerne le vieillissement de la population, à qui faut-il s'en prendre ? Sûrement pas aux vieux eux-mêmes qui n'ont pas demandé à voir le jour. Pourquoi y a-t-il vieillissement de la population ?

Il y a 100 ans, en 1851, on comptait 9 adultes pour 1 vieillard, aujourd'hui on ne compte plus que 5 adultes pour 1 vieillard. C'est ce qui permet de dire que la population de la France a vieilli. Mais est-ce notre faute si, la vie sociale étant de plus en plus pénible, les travailleurs ne souhaitent plus avoir un grand nombre d'enfants, si l'ouvrier de 1952 est plus réticent que son arrière-grand-père de 1851 aux campagnes de propagande lapiniste des gouvernants et du clergé ?

Dénatalité ? C'est un faux problème. Si ces messieurs des Pouvoirs publics nous épargnaient les hémorragies incessantes des guerres et des répressions, peut-être la dénatalité n'aurait pas, à leurs yeux, d'aussi graves conséquences. Car enfin, 1914-18, la guerre du Riff et autres hécatombes coloniales, les répressions d'ouvriers, la guerre de 39-45, les criminelles opérations du Vietnam, de Madagascar et de toutes les colonies françaises, ça fait tout de même un joli nombre de « travailleurs actifs » soustraits à la « production »...

De plus, et cela est un contre-argument décisif, que ces messieurs s'en réfèrent aux statistiques : pour le nombre d'adultes productifs d'il y a cent ans, à combien s'élevait la production ? En 1952, pour un nombre de travailleurs actifs plus faible (ce qui n'est même pas prouvé) ! à combien s'éleva la production ?

Donc, ne nous importunez plus avec vos appels au sacrifice, au devoir civique et autres carottes pour faire avancer l'âne. Que les bergers sentimentaux comme ce Maurice Dirloq du « Parisien Libéré » la mettent en sourdine, au lieu de donner de bons conseils aux travailleurs :

« ...Le sort de la vieillesse sera ce que le feront les hommes, les femmes au travail. Ce sort ne sera pas amélioré si ces hommes, ces femmes, n'en assument pas totalement, sans rechigner, la charge. C'est en partant de cette évidence que les problèmes de la S.S. doivent être envisagés... »

Bien sûr, allons donc ! Les vieux ouvriers doivent être nourris sur les salaires des « ouvriers actifs »... Pendant ce temps-là, ceux qui peuvent payer, parce que nous les entretenons grassement, pourront, si

bon leur semble passer leur week-end à Deauville ou sabler le champagne chez Maxim's. Tous ceux-là, patrons, ministres, députés, fils ou généraux (tous « travailleurs actifs », mais retraités des leur naissance !) pourront discuter librement, sans faire la plus infime entorse à leur standing royal, de la pluie et du beau temps, des jolies filles et des « lourdes charges sociales », de la dernière boîte de nuit de Megève (prononcer Meugave) et aussi, pourquoi pas, de la retraite des vieux travailleurs...

On manque de chômeurs

MAIS alors, si la dénatalité est coupable de tant de maux, si les travailleurs productifs manquent à l'entretien de leurs aînés qui, épuisés par une vie de labeur inhumain, ont cessé d'être à même de travailler, comment peut-on concevoir qu'il y ait actuellement, au moment même où les dents en or de l'Assemblée s'entrechoquent sur la retraite, des chômeurs, et des chômeurs en nombre croissant !

Parce qu'enfin, de deux choses l'une, si la dénatalité est aussi catastrophique, peut-on envisager ce qui serait actuellement s'il n'y avait pas cette satanée dénatalité ?

Cela est simple, très simple : si nos parents et nos grands-parents avaient fait plus d'enfants, nous serions beaucoup plus de « travailleurs actifs » aujourd'hui, et, com-

me les possibilités d'emploi sont en constante diminution, eh bien, tout ce monde allongerait les queues d'attente des offices de placement, pointerait aux bureaux de chômage et peut-être même, avec un peu de chance..., toucherait de la S.S. une allocation de chômage !

Alors quoi, s'il n'y avait pas eu dénatalité, il y aurait eu plus encore de travailleurs « à la charge » de la Sécurité Sociale, ce qui signifie, en fin de compte, moins d'argent pour les retraites des vieux !...

Alors non, un peu de sérieux, et que nos ministres cachent bien vite sous les plis de leurs soutanes le mauvais argument de la dénatalité... Pour le fric ? Voyez plutôt aux chapitres « Budget de l'armée »...

Des solutions qui n'en sont pas

A situation n'est donc pas brillante. D'une part, un prolétariat trop pauvre pour se tirer d'affaire tout seul (et ce faisant, envoyer ses maîtres aux pelotes) ; d'autre part, un patronat renoué dans sa combativité par la transfusion de sang atlantique et un Etat à son image, tous deux bien décidés à ne pas lâcher un pouce de leurs privilèges pour entretenir déceimment ceux dont ils ont gobé les forces, la jeunesse et la vie.

Devant un tel état de choses, nous ne nous étonnons pas de voir les prétendues « solutions » préconisées par les pouvoirs publics, être résolument dirigées contre les travailleurs. Ces solutions ? Les voici, telles que les relate le Bouffon du Roi, cité plus haut, dans un récent numéro du « Parisien libéré » :

1. Soit reculer l'âge de la re-

traite pour augmenter le nombre de producteurs et diminuer le nombre de « retirés » ;

2. Soit d'accroître le nombre de producteurs par l'immigration ;

3. Soit augmenter les cotisations payées par les travailleurs à l'assurance-vieillesse pour donner davantage aux retraités ;

4. Soit renoncer purement et simplement à la responsabilité sociale qu'impose l'existence des vieux.

Point n'est besoin d'être grand clerc pour se rendre compte que ces « solutions » ne visent qu'à la suppression de la « pension » aux vieux travailleurs, premier coup de pioche tendant, en définitive, à l'écrasement de ce qui aurait pu être un bel édifice au service de la classe ouvrière, la Sécurité sociale.

Des solutions ouvrières

DANS ces conditions, face à cette attaque des forces patronales et étatiques, qu'elles peuvent être les propositions ouvrières, le sens que nous devons donner à notre lutte contre l'assassinat de nos vieux camarades ?

La S. S. est ce qu'elle est, comme l'école laïque, comme d'autres conquêtes de notre classe qui, faute d'un apport révolutionnaire constant, ont cessé de tendre vers l'émancipation des travailleurs, mais sont restées là, prises entre deux feux, dans le no man's land de la « paix sociale », s'étiolant peu à peu sous les efforts de l'Etat capitaliste.

Comme l'école laïque, il nous faut défendre la Sécurité Sociale. Défendre ce qu'elle est ne saurait être suffisant.

Il faut attaquer pour la faire de plus en plus efficace au service des travailleurs.

Le but est simple : gestion ouvrière totale de ce service public propre à notre classe.

Les moyens pour y accéder ? Le seul moyen direct d'une gestion totale n'a pas d'autre nom que « révolution sociale », et l'on peut dire de ce problème, comme de tous les autres problèmes ouvriers, que seule la vraie solution dépend de cette révolution ouvrière contrôlée par la base, pour laquelle nous luttons.

Mais, sous aucun prétexte, il ne faudrait se résoudre à « attendre » la révolution. Il faut dès à présent que de tous les points du front ouvrier, le patronat et l'Etat perçoivent sans cesse des revendications tendant à prendre en main la gestion de la S. S.

On ne peut isoler le terrifiant problème de la vieillesse ouvrière de l'ensemble du problème social.

Comment dès à présent ouvrir en faveur de nos camarades âgés ? Par la revendication, par la vigilance aussi, en dénonçant notamment, ce qui se tient généralement secret, le vol qu'opère journalie-

ment la majorité des patrons à l'encontre de la Sécurité Sociale.

En effet, s'il n'est pas un travailleur assuré social qui ne voit son salaire réduit des 6 % de cotisation, il ne doit pas ignorer pour autant que de nombreux patrons, non contents de ne pas verser leurs cotisations patronales à la S. S., gardent ou retardent le paiement des cotisations ouvrières qu'ils ont perçues. On cite de très grosses entreprises de la région parisienne dont les retards affectent des périodes allant jusqu'à deux et trois années et dont les dettes envers la S.S. s'élèvent à un nombre important de millions...

Quant à l'argent perçu par ces employeurs sur les salaires de leurs ouvriers, rien ne nous empêche de penser qu'il soit utilisé en investissements, augmentant de ce fait le potentiel productif des patrons et par là même leurs plus-values...

A moins que, judicieusement placé sur le marché boursier, il ne rapporte de confortables pourcentages à ceux-là mêmes qui, criant haro sur le vieux travailleur, trouvent cependant le moyen de se livrer à une spéculation supplémentaire sur la misère de la classe laborieuse.

Point n'est besoin, pensons-nous, de conclusion à tout cela. La situation appelle notre effort, notre action, notre vigilance.

Sachons défendre en toutes circonstances nos vieux camarades, qu'ils ne soient pas absents de chacune de nos revendications ; organisons, lorsque cela est possible, des manifestations de vieux travailleurs, conjointement avec celles de chômeurs, avec celles des travailleurs « actifs » dont l'activité n'est pas assez payée. Refusons de la base toute atteinte à la Sécurité Sociale et luttons pour l'unité de notre classe, seule capable d'abattre le capital et l'Etat, et d'instaurer le véritable socialisme.

SCHUMACK.